Critique Sociale

numéro 26 - mai 2013

La lutte sociale contre la casse sociale

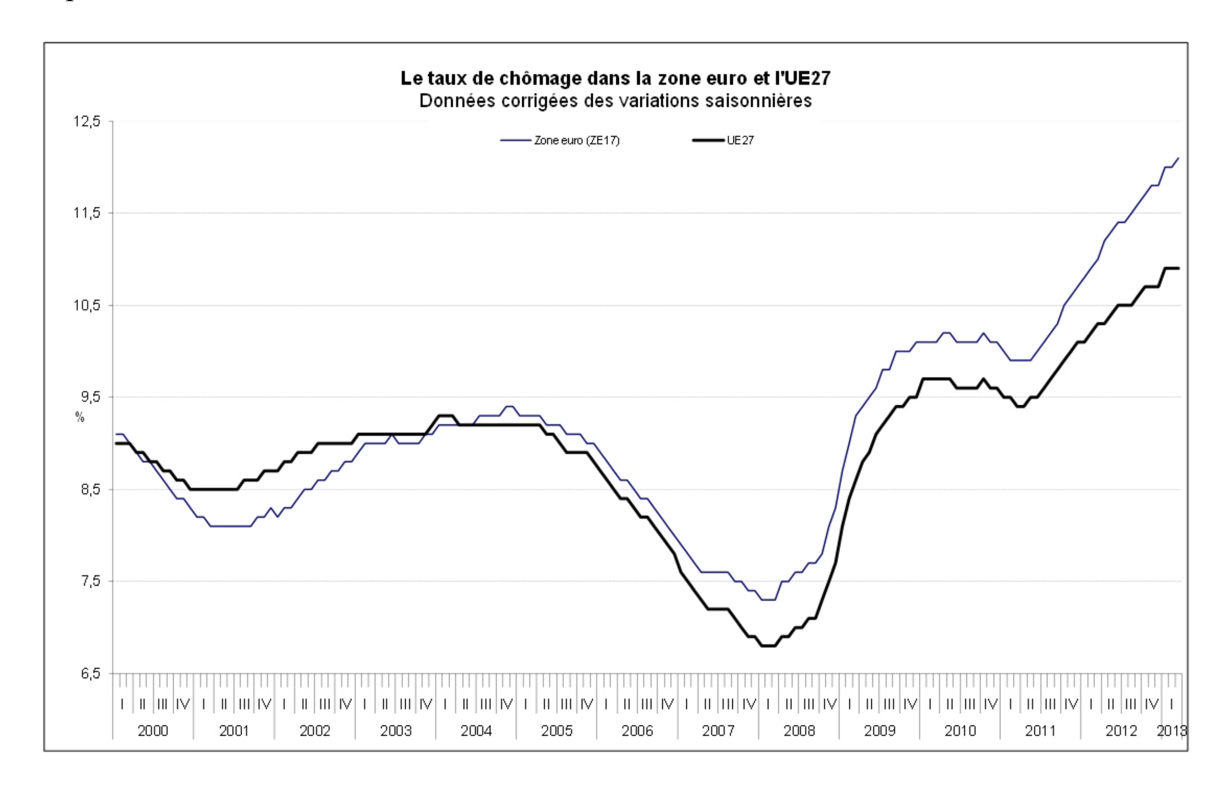
Une récente étude de l'Insee a confirmé que la crise capitaliste et la politique menée ces dernières années avaient entraîné une diminution des revenus pour la majorité, et aggravé les inégalités. En 2010, « *le niveau de vie baisse ou stagne pour pratiquement toutes les catégories de population, sauf les 5 % les plus aisés* ».



Manifestation à Tokyo le 1er mai 2013

Et la France n'est pas un cas isolé, puisque la « *hausse des inégalités depuis la crise s'observe dans la majorité des 27 pays de l'Union européenne* ». Le chômage continue également d'augmenter : avec un taux de 11 % la France est dans la moyenne de l'Union européenne, où l'on compte

maintenant plus de 26 millions de chômeurs[1]. L'austérité généralisée montre donc, sans surprise, ses conséquences sociales : ce sont les classes populaires qui paient pour la crise capitaliste.
Et l'année 2013 devrait maintenant être marquée par la récession, tant en France que plus largement en Europe[2].



Or, face à ce contexte social, quelle est la situation politique ? Comme souvent en période de crise, on observe une force du repli et de la peur. Cela s'est incarné ces dernières semaines par l'opposition au mariage pour tous. Outre les préjugés et l'homophobie, des peurs irrationnelles se sont cristallisées sur ce sujet – mais elles auraient pu tout autant l'être sur autre chose. Cet activisme du côté des conservateurs et des réactionnaires n'est heureusement pas resté sans réponse.
Mais le camp des travailleurs n'est pas encore parvenu à s'exprimer comme force sociale autonome, c'est-à-dire opposée à la fois au patronat et à l'Etat. La mobilisation contre l'accord national interprofessionnel (ANI, ou accord Medef-CFDT[3]) est restée très insuffisante. L'unité à la base ne s'est pas construite et les manifestations, en l'absence de véritables appels à la grève d'ampleur, ont été quasiment symboliques.

Pourtant, pour en finir avec la casse sociale, la lutte sociale est indispensable. Il s'agit de faire la critique en acte de la situation de crise sociale vécue actuellement au sein des classes travailleuses, ce qui implique non seulement la critique de la politique gouvernementale, mais aussi plus largement la critique de l'état de choses existant. Cela passe par l'action collective décidée et organisée par les travailleurs, chômeurs, précaires et jeunes eux-mêmes. En l'absence d'une telle mobilisation des régressions se poursuivraient, qu'elles passent par la loi – comme l'ANI – ou directement dans les faits, par exemple les temps de pause des travailleurs parfois rognés voire supprimés, etc. La lutte de classe est donc le seul moyen d'empêcher les reculs sociaux.

*   *   *

[1] Insee, *Les Revenus et le patrimoine des ménages*, édition 2013 (où l'on peut lire que « *seules les catégories les plus aisées échappent à la stagnation ou à la baisse du niveau de vie en 2010* »). Voir aussi « La crise appauvrit les plus pauvres, quand les plus riches s'enrichissent », *Libération*, 24 avril 2013.
Eurostat, « Le taux de chômage à 12,1 % dans la zone euro, à 10,9 % dans l'UE 27 », 30 avril 2013.
[2] OFCE, *Le Commencement de la déflation, perspectives 2013-2014 pour l'économie mondiale*, 17 avril 2013.
[3] Voir « Non à l'austérité, non à la précarité ! », *Critique Sociale* n° 25, mars 2013.

La démocratie réelle, ça se construit à la base !

Tract diffusé début mai 2013 par Critique Sociale :

Ici comme ailleurs, les classes populaires continuent actuellement à payer la crise capitaliste : hausse du chômage, baisse des revenus réels pour la majorité (pendant que les privilégiés s'enrichissent), etc. Et la situation ne pourra qu'empirer avec la hausse de la TVA prévue début 2014.

Dans l'immédiat il est donc nécessaire de construire une opposition de gauche résolue, contre la politique économique de droite qui est actuellement menée par le gouvernement, en fédérant tous ceux qui veulent se mobiliser dans un cadre politique et social nouveau, dépassant les partis et syndicats existants. Combattre l'austérité ici est une partie d'une mobilisation mondiale qui a lieu actuellement entre les intérêts des travailleurs, et ceux des classes capitalistes. Ce combat doit donc être pleinement internationaliste, et non enfermé dans les différents pays et peu coordonné.

Plus largement, la solution est la construction à la base, dans nos lieux de travail, dans nos quartiers, d'une lutte auto-organisée pour en finir avec le système hiérarchique-capitaliste. Croire qu'un seul individu, un « sauveur suprême », pourrait accélérer ou faciliter ce processus serait non seulement une perte de temps, mais une impasse dangereuse. Changer de premier ministre ne nous sortirait en rien de la situation actuelle.

C'est nous tous collectivement, démocratiquement, qui pouvons prendre nos affaires en mains, sans nous déposséder en les confiant à quiconque. C'est seulement de cette manière que nous pourrons changer les choses, par l'abolition du système salarié, du mode de production capitaliste et des Etats. L'objectif de la démocratie réelle c'est la démocratie directe et sociale, qui permettrait une autre société, sans oppression, pour la liberté et le bien-être de tous et de chacun.

* * *

Guy Debord est vivant et nous sommes morts

Tract diffusé fin mars 2013 par Critique Sociale :

La BNF organise en ce printemps 2013 une exposition (payante !) sur Guy Debord, cofinancée par l'Etat et le lobby alcoolier. L'alliance entre l'aliénation étatique et l'aliénation privée est donc réalisée une fois de plus – cette fois sur le dos de l'un de leurs ennemis.
Curieuse exposition en vérité : une partie des notes de lecture de Debord sont placées entre 50 cm et plus de 2 mètres de hauteur, ce qui en rend une bonne partie absolument illisibles. Elles ne manquent pourtant pas d'intérêt, entre autres concernant des textes de Rosa Luxemburg, Karl Korsch, Anton Ciliga, Maximilien Rubel, etc.

Tout comme ces derniers, Debord était engagé « *contre tous les aspects de la vie sociale aliénée* ». En luttant pour l'auto-émancipation universelle, il s'agissait pour lui d'élaborer et de construire « *la forme désaliénante de la démocratie réalisée* », qu'il voyait dans l'expérience historique des conseils ouvriers. Debord participait donc à la critique impitoyable de nos conditions d'existence au sein de la société capitaliste traditionnelle, ainsi qu'à une tout aussi impitoyable critique du capitalisme d'État léniniste de l'URSS, qui était « *la continuation du pouvoir de l'économie* » et le maintien du « *travail-marchandise* », donc de l'exploitation et de l'oppression.

Hier comme aujourd'hui, on est intellectuellement mort si l'on se résout à la résignation ambiante, si l'on accepte cette société de l'ersatz généralisé à la viande de cheval avariée et à l'eau en bouteille contaminée. Contre cet état de choses, nous pouvons participer à la critique active de la société hiérarchique-capitaliste, par les luttes sociales en insistant sur leur aspect auto-organisé, pour l'abolition du système du salariat, des États et des frontières.



*   *   *

Mélenchon, la dérive finale ?

Le Parti de gauche vient de tenir son troisième congrès, du 22 au 24 mars. Fondé fin 2008 sur le modèle de *Die Linke*, parti allemand constitué de débris issus du stalinisme et de la social-démocratie, il est essentiellement au service des ambitions de Jean-Luc Mélenchon.
En marge du congrès, ce dernier a déclaré que Pierre Moscovici est « *quelqu'un qui ne pense plus en français, qui pense dans la langue de la finance internationale* ». Si la politique économique de droite menée par Moscovici est évidemment à combattre, ces propos lamentables ne le permettent pas et constituent une nouvelle dérive. Pourquoi Mélenchon ne parle pas plutôt de penser en socialiste, de penser aux intérêts des travailleurs et des classes populaires ? De plus, pourquoi ne pas dénoncer la finance tout court ? Ne serait-ce pas implicitement pour préserver la finance nationale ? L'exploitation capitaliste serait donc acceptable tant qu'elle s'exerce au sein de quelques frontières étatiques ? La nostalgie du capitalisme d'Etat perce ici, et le fait que Mélenchon ait récemment fait l'apologie de Chavez le confirme.

Mélenchon n'est pas le premier à aligner les déclarations tonitruantes afin de masquer une orientation politique inconsistante. On a d'ailleurs connu une époque où Mélenchon défendait le même type de politique de droite que celle qui est menée aujourd'hui, au sein du gouvernement Jospin dont il était membre aux côtés de Moscovici. Les discours actuels de Mélenchon sont davantage guidés par sa volonté égocentrique d'avoir un espace médiatique, que par des convictions profondes. Les circonstances politiques, et les faibles résultats du Front de gauche aux législatives, ont fait qu'il n'a pas obtenu en 2012 un des postes qu'il espérait ; qu'à cela ne tienne, il ne rêve maintenant que de devenir Premier ministre. Cette « politique » personnelle s'accompagne de démissions de militants du Parti de gauche qui dénoncent le manque de démocratie interne.

Au-delà de ces petites péripéties, il reste que les diverses tendances au repli nationaliste sont particulièrement dangereuses, que ce soit ces propos, ou – plus grave – les mesures criminelles de Manuel Valls contre les sans-papiers et les roms.

Une véritable opposition de gauche au gouvernement Hollande-Ayrault est indispensable. Mais la confusion politique du Parti de gauche (et plus largement du Front de gauche) est dans le meilleur des cas une impasse, voire un dérivatif dangereux. Il est urgent de nous auto-organiser à la base, en partant du constat que c'est l'unité des travailleurs de tous les pays qui permettra d'en finir avec l'exploitation et l'aliénation, et en luttant sur une orientation de classe indépendante et de démocratie directe. Un préalable consiste à ne faire confiance à aucun « tribun » auto-proclamé comme Mélenchon, personnage caricatural qui tombera peut-être encore plus bas[4].

* * *

Anton Pannekoek : extraits des "Conseils ouvriers"

Anton Pannekoek (1873-1960) était un militant et théoricien marxiste néerlandais. Militant aux Pays-Bas et en Allemagne au sein du mouvement socialiste, il s'opposa à la Première Guerre mondiale. Il participa ensuite aux oppositions communistes qui critiquaient Lénine et ses partisans. Il s'inscrivait dans le courant du communisme des conseils, et dénonçait le capitalisme d'Etat mis en place par le gouvernement bolchevik. Pannekoek était aussi un scientifique de renom, dont la carrière a parfois été entravée en raison de ses idées révolutionnaires.
Nous publions ci-dessous des extraits de son principal ouvrage : *Les Conseils ouvriers*, publié pour la première fois en 1947. Ces extraits sont issus du chapitre « La révolution des travailleurs », dans le tome 1 actuellement diffusé par les éditions Spartacus[5].

« Parce qu'elle garde la classe ouvrière dans la soumission, la domination spirituelle de la bourgeoisie a la même importance que sa puissance physique. L'ignorance est une entrave à la liberté. Les vieilles idées et les traditions pèsent lourdement sur les esprits, même lorsqu'ils sont déjà touchés par les idées nouvelles. C'est qu'alors les objectifs sont vus sous l'angle le plus étroit, les mots d'ordre ronflants sont acceptés sans critique, les illusions sur les succès faciles, les demi-mesures et les fausses promesses, détournent de la bonne voie. On mesure ainsi toute l'importance des forces intellectuelles pour les travailleurs. Le savoir et la perspicacité sont des facteurs essentiels pour la montée de la classe ouvrière.

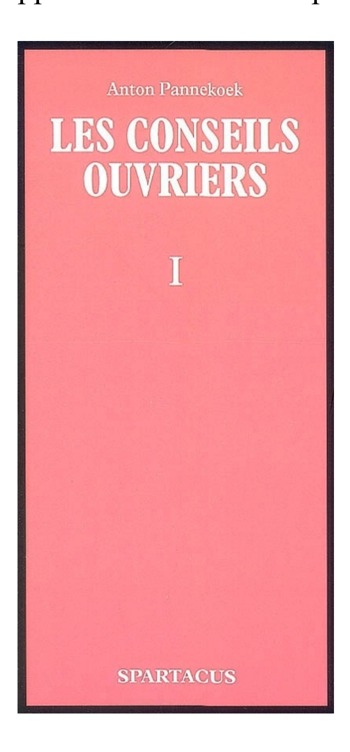
La révolution ouvrière ne sera pas l'effet d'une force physique brutale, ce sera une victoire de l'esprit. Elle sera certainement l'œuvre de la puissance résultant de la masse des ouvriers, mais cette puissance sera avant tout spirituelle. Les travailleurs ne gagneront pas parce qu'ils ont des poings solides – les poings sont facilement commandés, voire même retournés contre leurs possesseurs, par des esprits rusés ; ils ne gagneront pas non plus parce qu'ils seront la majorité – les majorités ignorantes et inorganisées ont régulièrement été tenues en sujétion et dans l'impuissance, par des minorités organisées et instruites. La majorité ne vaincra que si des forces, morales et intellectuelles, puissantes lui permettent de dépasser et dominer ses maîtres. Au cours de l'histoire, les révolutions n'ont réussi que parce que de nouvelles forces spirituelles se sont levées dans les masses.
La force physique aveugle ne peut que détruire. Pourtant les révolutions sont des périodes constructives de l'évolution de l'humanité. Et plus encore que toutes celles qui se sont déroulées dans

[4] Voir aussi : « Ni dieu, ni césar, ni Mélenchon », *Critique Sociale* n° 19 (janvier 2012), et « Pour un mouvement social européen, contre tous les nationalismes ! », *Critique Sociale* n° 20 (mars 2012).
[5] A. Pannekoek, *Les Conseils ouvriers - tome I*, Spartacus, 2010 : atheles.org/spartacus/livres/lesconseilsouvrierstomei/

le passé, la révolution qui fera des travailleurs les maîtres du monde exigera les plus hautes qualités morales et intellectuelles.
[…]

Où les travailleurs trouveront-ils le savoir dont ils ont besoin ? Les sources en sont nombreuses : toute une littérature scientifique de livres et de brochures, expliquant les faits fondamentaux et les théories de la société et du travail, existe déjà et d'autres suivront. Mais ces ouvrages présentent la plus grande diversité d'opinion sur ce qui doit être fait ; et les travailleurs eux-mêmes doivent choisir et distinguer ce qui est vrai et juste. Ils doivent utiliser leur propre cerveau, réfléchir d'une manière approfondie, discuter sérieusement. Car ils auront sans arrêt à faire face à de nouveaux problèmes, problèmes auxquels les vieux livres n'apportent aucune solution. On ne peut y trouver qu'une connaissance générale de la société et du Capital ; ils présentent des principes et des théories tirés d'expériences précédentes. Notre propre tâche est d'en chercher l'application à des situations sans cesse renouvelées.

Cette nécessaire compréhension ne peut résulter de l'instruction d'une masse ignorante par de savants professeurs, du bourrage de crânes d'élèves passifs. Elle ne peut s'acquérir que par l'auto-éducation, par cette activité intense qui anime les cerveaux d'un vif désir de comprendre le monde. La tâche de la classe ouvrière serait bien facile, si elle ne consistait qu'à recevoir la vérité établie de ceux qui la connaissent. Mais la vérité dont les ouvriers ont besoin n'existe nulle part au monde, si ce n'est en eux-mêmes. Elle doit donc être développée en eux-mêmes et par eux-mêmes. […]



Il existe des groupes et des partis qui se prétendent détenteurs exclusifs de la vérité. Ils tentent de gagner les travailleurs à leurs vues par la propagande et d'exclure et annihiler toutes les autres opinions. Par la contrainte morale et, quand ils en ont les moyens, aussi par la contrainte physique, ils essaient d'imposer leurs idées aux masses. Il doit être clair pour tous que l'enseignement unilatéral d'un système de doctrines ne peut que servir – et en fait ne sert qu'à – fabriquer des suiveurs obéissants. Par là il soutient la vieille domination ou en prépare une nouvelle. L'auto-émancipation des masses laborieuses sous-entend l'autonomie de la pensée, l'apprentissage par soi-même. Elle exige que les masses déterminent elles-mêmes ce qui est vrai et ce qui est faux, par l'activité de leur propre intellect. Faire travailler son cerveau est beaucoup plus difficile et beaucoup plus fatiguant que faire travailler ses muscles. Mais il faut y arriver car c'est le cerveau qui commande aux muscles, et si on ne le fait pas, ce seront d'autres cerveaux qui les commanderont.

C'est pourquoi la liberté sans limites de discussion, d'expression et d'opinion est le seul air qui soit respirable, au cours des luttes ouvrières. […] Restreindre la liberté de discussion, c'est empêcher les travailleurs d'accéder à la connaissance qui leur est nécessaire. Tout despotisme d'autrefois, toute dictature d'aujourd'hui commencent par persécuter la presse ou même par supprimer sa liberté ; toute restriction apportée à cette liberté est le premier pas pour amener les ouvriers sous la domination de nouveaux maîtres, quels qu'ils soient. […]



L'éveil de la conscience de classe, une connaissance plus approfondie de la société et de son développement entraînent la libération de l'esclavage spirituel, la fin de la passivité, l'ouverture aux forces intellectuelles, la montée des masses vers une humanité véritable. L'union pour un combat commun c'est déjà, fondamentalement, une libération sociale ; les travailleurs, asservis par le Capital, retrouvent leur liberté d'action. De la soumission ils s'éveillent à l'indépendance, collectivement, par cette union organisée qui défie la puissance de leurs maîtres. Progresser pour la classe ouvrière, c'est faire progresser ces facteurs de sa puissance.
Ce qui peut être gagné comme amélioration des conditions de travail et de vie dépend de la force que les travailleurs ont acquise ; si cette force décline, même relativement, – soit par rapport à celle du capitalisme, soit par suite d'une clairvoyance et d'efforts insuffisants ou de changements sociaux inévitables – les conditions de travail des ouvriers en pâtiront. Il n'y a qu'un seul critère pour juger de toute forme d'action, de toute tactique, de toute méthode de lutte, de toute forme d'organisation : accroissent-elles ou non la puissance des travailleurs ? Dans la situation présente sans doute, mais aussi, et c'est l'essentiel, en vue de l'avenir, pour atteindre le but suprême, la destruction du capitalisme. […]

La lutte est une source intarissable de puissance pour une classe en développement. On ne peut prévoir maintenant quelles formes prendra le combat des travailleurs pour leur libération. […] La classe ouvrière doit trouver et développer les formes de lutte adaptées à ses besoins. Lutter présuppose qu'elle suit la voie qu'elle a choisie librement, guidée par ses intérêts de classe, indépendante de ses anciens maîtres, donc opposée à eux. Dans la lutte ses facultés créatrices s'affirment par la découverte des voies et des moyens. Autrefois les formes d'action de la classe ouvrière avaient surgi spontanément de sa pratique et de son imagination ; grève, vote, manifestation de rue, meeting de masse, tracts, grève politique, autant d'exemples. Il en sera de même demain.

Les actions, quelles qu'en puissent être les formes, auront toujours les mêmes caractères, le même but, le même effet : faire croître les éléments propres à la puissance de classe, affaiblir et détruire les forces de l'ennemi. A en juger par l'expérience, ce sont les grèves politiques de masse qui ont les plus fortes conséquences ; dans l'avenir elles pourraient être encore plus efficaces. Au cours de ces grèves, nées de crises aigües au sein de fortes tensions, les élans sont trop impétueux, les perspectives sont trop vastes pour que syndicats ou partis, comités ou états-majors de dirigeants officiels puissent en prendre la tête. Elles portent la marque des actions directes de masse.

Les travailleurs n'entrent pas en grève individuellement mais par usine, en tant que personnel décidant collectivement de l'action. Immédiatement des comités de grève se forment, ils regroupent les délégués de toutes les entreprises et présentent déjà les traits des conseils ouvriers. Ils doivent réaliser l'unité dans l'action et, autant que possible, l'unité dans les idées et les méthodes, en assurant l'interaction continuelle entre les impulsions de la lutte, au sein des assemblées d'usines, et les discussions au sein des conseils. C'est ainsi que les travailleurs créent leurs propres organes, s'opposant aux organes de la classe dominante. […]

Les travailleurs peuvent bien être vaincus à un certain moment, et être découragés, leurs organisations peuvent bien être détruites, leurs droits abolis, mais les forces toujours en mouvement du capitalisme, leurs propres forces internes et leur indestructible volonté de vivre, les remettront sur pied une fois de plus. Le capitalisme non plus ne peut être détruit d'un seul coup ; même si sa forteresse, l'Etat et sa puissance, est ébranlée et démolie, la classe capitaliste dispose encore de tout le poids de ses forces physiques et spirituelles. […] Mais, finalement, la classe qui constitue la majorité du peuple, celle dont le travail est à la base de la société, celle qui a la disposition directe de l'appareil de production, cette classe doit l'emporter. Et cette victoire doit prendre la forme d'une dissolution et d'un écroulement du pouvoir d'Etat, cette organisation la plus puissante de la classe capitaliste, sous l'action de la solide organisation de la classe majoritaire. »

* * *

« La société capitaliste n'est rien d'autre que
la domination plus ou moins voilée de la violence »
(Karl Liebknecht)

Critique Sociale n° 26, mai 2013

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás